

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2014

L'économie marocaine a créé 21.000 postes d'emploi, résultant d'une création de 27 000 postes en milieu urbain et une perte de 6 000 en milieu rural. Les 21 000 nouveaux emplois constituent le solde entre une création de 58 000 postes dans les secteurs des "services" et de l'"agriculture, forêt et pêche" et une perte de 37 000 par celui de l'"industrie y compris l'artisanat". Le secteur des BTP a, quant à lui, connu une stagnation dans son volume d'emploi. Le nombre de chômeurs s'est accru de 86 000 personnes, 63 000 en milieu urbain et 23 000 en milieu rural portant le volume global du chômage au niveau national à 1 167 000 personnes.

Compte tenu de l'évolution de la population active, le taux de chômage est passé, de 9,2% à 9,9% au niveau national, de 14% à 14,8% en milieu urbain et de 3,8% à 4,2% en milieu rural. Parmi la tranche d'âge 15 à 24 ans, il est passé de 19,3 à 20,1% et parmi les détenteurs de diplômes de 16,3% à 17,2%. Le taux de sous-emploi, de son côté, a augmenté de plus d'un point de pourcentage, passant de 9,2% à 10,3% au niveau national, et est passé de 8,4% à 9,5% en milieu urbain et de 10,1% à 11,2% en milieu rural.

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

Avec 11 813 000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus s'est accrue, entre les années 2013 et 2014, de 0,9% au niveau national (+1,4% en milieu urbain et +0,3% en milieu rural). La population en âge d'activité (population âgée de 15 ans et plus), quant à elle, s'est accrue de 1,5%. Ainsi, le taux d'activité, avec un accroissement du volume de la population en âge d'activité plus important que celui de la population active, est passé, entre les deux périodes, de 48,3% à 48%, enregistrant une diminution de 0,3 point.

Le secteur des services à l'origine des emplois créés

En effet, au niveau national, le secteur des "services" a créé 42 000 postes, ce qui correspond à un accroissement de 1% du volume d'emploi du secteur, contre une création annuelle moyenne de 109 000 emplois au cours des trois dernières années. Les nouveaux emplois créés au niveau de ce secteur, résultent principalement de la création de 29 000 postes par la branche du "commerce de détail et réparation d'articles domestiques" et de 10 000 postes par celle des "services personnels". De même, l'"agriculture, forêt et pêche" a créé 16 000 postes d'emploi, représentant une hausse de 0,4% du volume d'emploi du secteur, contre une création de 58 000 postes l'année dernière et une perte de 3 000 postes, en moyenne, au cours des trois dernières années. En revanche, le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" a perdu 37 000 postes d'emploi, ce qui correspond à une baisse de 3% du volume d'emploi du secteur, enregistrant ainsi, presque le double de la perte annuelle moyenne des trois dernières années, estimée à 18 000 postes. Le recul du volume d'emploi dans ce secteur est le fait principalement de la perte de 32 000 emplois par la branche du "textile, bonneterie et habillement".

De son côté, le secteur des BTP, après avoir perdu en moyenne annuelle 14 000 postes d'emploi au cours des trois dernières années, a connu une stagnation de son volume d'emploi.

Principaux enseignements sur la qualité de l'emploi

Il ressort de l'analyse des principales caractéristiques de la population active occupée que :

- 62% des actifs occupés sont sans diplôme, 26,6% ont un diplôme de niveau moyen¹ et 11,4% un diplôme de niveau supérieur². Selon le secteur d'activité, la part des actifs occupés n'ayant aucun diplôme passe de 42,8% dans les services à 51,9% dans l'industrie et à 63% dans les BTP pour atteindre 84,1% dans l'"agriculture, forêt et pêche".

- Le taux de participation des femmes à l'emploi est de 22,6% au niveau national, 13,9% en milieu urbain et 36,2% en milieu rural ;
- près de deux salariés sur trois (62,6%) exercent leur emploi sans contrat de travail, notamment dans le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" où cette proportion atteint 91,6% ;
- l'emploi non rémunéré représente 22,5% de l'emploi au niveau national et 41,6% en milieu rural ;

- 8,2% des actifs occupés exercent leur emploi en tant qu'occasionnels ou saisonniers ;
- près de huit actifs occupés sur dix (79,5%) ne disposent pas de couverture médicale, 94,4% en milieu rural et 64,8% en milieu urbain. Parmi les salariés, cette proportion est de 58,2% au niveau national, 81,6% en milieu rural et 49,6% en milieu urbain ;
- 1,6% des salariés au niveau national et 2,1% en milieu urbain déclarent avoir bénéficié d'une formation, prise en charge par l'employeur, au cours des 12 derniers mois ;
- 30% des actifs occupés parviennent à concilier entre leur vie privée et leur vie professionnelle, 30% avec difficultés, 17% avec beaucoup de difficultés et 3% n'y arrivent pas malgré tous les efforts déployés ;

- il ressort des données de l'enquête qu'environ 3% des actifs occupés sont affiliés à une organisation syndicale ou professionnelle, 5% en milieu urbain et moins de 1% en milieu rural. Parmi les salariés, cette proportion atteint à peu près 6% au niveau national, 7% en milieu urbain et moins de 2% en milieu rural.

Situation, évolution et principales caractéristiques du chômage

La population active en chômage s'est accrue de 8% au niveau national, passant de 1 081 000 en 2013 à 1 167 000 chômeurs en 2014, ce qui correspond à 86 000 chômeurs en plus, 63 000 en milieu urbain et 23 000 en milieu rural. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 9,2% à 9,9% au niveau national, de 14% à 14,8% en milieu urbain et de 3,8% à 4,2% en milieu rural. Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées, en milieu urbain, parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+2,1 points), les femmes (+1,5 point), et les diplômés (+1,3 point).

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

INDICATEURS	(les effectifs en milliers et les taux en %)					
	Année 2013			Année 2014		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population en âge d'activité	14 672	9 558	24 230	14 968	9 633	24 601
Population active	6 218	5 488	11 706	6 307	5 506	11 813
Taux de féminisation de la population active	21,3	33,1	26,8	21,8	33,3	27,2
Taux d'activité	42,4	57,4	48,3	42,1	57,2	48,0
— Selon le sexe						
• Hommes	69,0	79,3	73,0	68,2	78,7	72,4
• Femmes	17,5	36,8	25,1	17,8	36,9	25,2
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	23,1	43,0	32,2	22,5	43,7	32,2
• 25 - 34 ans	59,1	65,3	61,6	58,7	65,0	61,2
• 35 - 44 ans	56,7	69,8	61,4	56,1	68,5	60,5
• 45 ans et plus	36,1	59,0	44,4	36,3	57,9	44,0
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	37,1	60,0	48,9	36,6	59,4	48,3
• Ayant un diplôme	47,2	48,7	47,5	46,9	49,9	47,6
Population active occupée	5 347	5 278	10 625	5 373	5 273	10 646
Taux d'emploi	36,4	55,2	43,8	35,9	54,7	43,3
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	95,9	59,6	77,9	96,3	58,4	77,5
— Salariés	68,1	40,2	57,5	67,7	41,7	58,0
— Auto-employés	31,9	59,8	42,5	32,3	58,3	42,0
Population active occupée sous employée	448	530	978	511	589	1 100
Taux de sous-emploi	8,4	10,1	9,2	9,5	11,2	10,3
CHOMAGE						
Population active en chômage	871	210	1 081	934	233	1 167
Taux de féminisation de la population active en chômage	31,1	14,2	27,8	32,2	14,0	28,6
Taux de chômage	14,0	3,8	9,2	14,8	4,2	9,9
— Selon le sexe						
• Hommes	12,3	4,9	9,1	12,8	5,4	9,7
• Femmes	20,4	1,6	9,6	21,9	1,8	10,4
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	36,0	8,4	19,3	38,1	8,9	20,1
• 25-34 ans	19,8	4,2	13,2	20,9	4,5	13,9
• 35-44 ans	7,9	2,3	5,6	8,4	2,7	6,1
• 45 ans et plus	3,5	1,1	2,3	4,4	1,5	3,0
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	8,1	2,4	4,5	8,1	2,7	4,7
• Ayant un diplôme	18,2	9,8	16,3	19,5	10,0	17,2

Source : Haut Commissariat au Plan, Direction de la Statistique, (Enquête nationale sur l'emploi).

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer à la rubrique « concepts et définitions » du site web du HCP ; lien : http://www.hcp.ma/glossary/Activite-emploi-et-chomage_gi2090.html.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Les comptes nationaux trimestriels, troisième trimestre 2014.....	3
Situation du marché du travail en 2014.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Janvier - Février 2015 N° 207

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

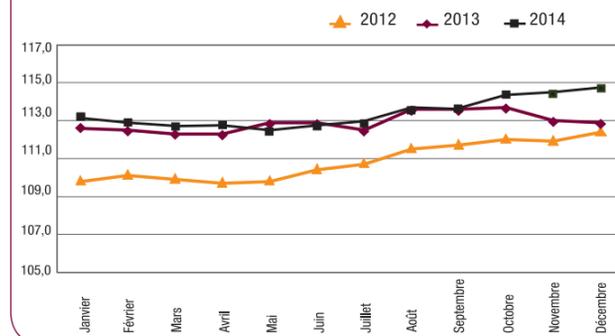
Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2014, une hausse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,9% de l'indice des produits alimentaires et d'une baisse de 0,4% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,6% au cours du mois de décembre 2014.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de l'année 2014, par rapport à celui de l'année 2013, s'établit à +0,4%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2014	Dec. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Produits alimentaires	121,1	122,2	0,9	121,3	120,0	-1,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,4	122,5	0,9	121,7	120,2	-1,2
Boissons alcoolisées et tabac	116,3	116,4	0,1	114,4	116,3	1,7
Produits non alimentaires	109,7	109,3	-0,4	107,0	108,7	1,6
Articles d'habillement et chaussures	112,7	113,1	0,4	109,9	112,2	2,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	111,8	111,9	0,1	106,5	109,2	2,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,5	108,4	-0,1	107,4	108,3	0,8
Santé	103,8	103,8	0,0	104,7	104,5	-0,2
Transport	112,8	110,6	-2,0	109,8	112,6	2,6
Communication	59,5	59,5	0,0	62,4	59,5	-4,6
Loisirs et culture	96,3	96,4	0,1	97,3	96,4	-0,9
Enseignement	138,5	138,5	0,0	131,1	135,6	3,4
Restaurants et hôtels	120,7	120,7	0,0	116,9	119,8	2,5
Biens et services divers	113,7	113,7	0,0	112,1	113,4	1,2
Indice général	114,4	114,7	0,3	112,9	113,4	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2014	Dec. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Agadir	112,7	113,1	0,4	112,1	112,1	0,0
Casablanca	117,0	117,2	0,2	114,9	115,5	0,5
Fès	115,2	115,2	0,0	113,2	114,4	1,1
Kénitra	114,1	114,3	0,2	112,3	112,9	0,5
Marrakech	114,9	114,6	-0,3	112,9	113,8	0,8
Oujda	112,4	113,5	1,0	112,6	112,5	-0,1
Rabat	112,6	112,7	0,1	110,5	111,5	0,9
Tétouan	113,6	113,5	-0,1	112,0	112,4	0,4
Meknès	116,4	116,7	0,3	114,9	115,1	0,2
Tanger	115,9	116,2	0,3	114,7	115,1	0,3
Laâyoune	114,0	114,2	0,2	112,6	112,8	0,2
Dakhla	114,0	113,6	-0,4	111,8	112,6	0,7
Guelmim	112,5	113,3	0,7	112,5	112,3	-0,2
Settat	113,1	113,5	0,4	112,7	112,5	-0,2
Safi	110,4	110,0	-0,4	108,2	108,9	0,6
Beni-Mellal	112,9	114,5	1,4	111,7	111,9	0,2
Al-Hoceima	113,9	114,3	0,4	114,0	113,8	-0,2
Ensemble	114,4	114,7	0,3	112,9	113,4	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de décembre de l'année 2014, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, des hausses les plus importantes à Beni Mellal avec 1,4%, à Oujda avec 1,0% et à Guelmim avec 0,7%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Dakhla et Safi avec 0,4%, à Marrakech avec 0,3% et à Tétouan avec 0,1%.

Les hausses les plus importantes de l'IPC annuel ont été enregistrées à Fès avec 1,1%, à Rabat avec 0,9%, à Marrakech avec 0,8% et à Dakhla avec 0,7% ; en revanche, des baisses ont été enregistrées à Guelmim, Settat et Al-hoceima avec 0,2% et à Oujda avec 0,1%. Une stagnation a été enregistrée à Agadir.

Evolution des variations interannuelles de 2012 à 2014

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	DECEMBRE/DECEMBRE (1)	ANNUELLES (2)
2012	2,6	1,3
2013	0,4	1,9
2014	1,6	0,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2012-2013	2013-2014*	VAR.%
Agriculture			
Superficie cultivée des trois principales céréales (en milliers de Ha)			
Blé dur	945	905	-4,2
Blé tendre	2 259	2 081	-7,9
Orge	1 967	1 585	-19,4

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	2013	2014*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	26 689	27 788	4,1
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	7 161	6 717	-6,2

	2013	2014*	VAR.%
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	14 864	14 060	-5,4

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	2013*	2014*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	280 225	296 850	5,9
Biens	153 721	165 198	7,5
Services	126 504	131 652	4,1
dont : voyages	57 614	57 233	-0,7
Importations	410 897	410 295	-0,1
Biens	338 172	337 317	-0,3
Services	72 725	72 978	0,3
Solde commercial	-130 672	-113 445	
Taux de couverture (en %)	68,2	72,4	
Recettes M.R.E.	57 867	59 209	2,3

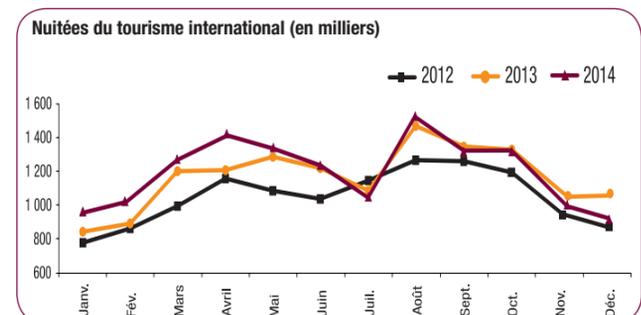
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	2013	2014	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	19 114	19 633	2,7
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	13 931	14 326	2,8

Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	2013 ^R	2014*	VAR.%
Recettes ordinaires	228 777	238 122	4,1
Dépenses ordinaires	209 702	210 436	0,3
Dette publique	22 502	24 784	10,1
Investissement	48 195	52 509	9,0
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-16 569	-17 998	
Déficit / Excédent global	-45 689	-42 821	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

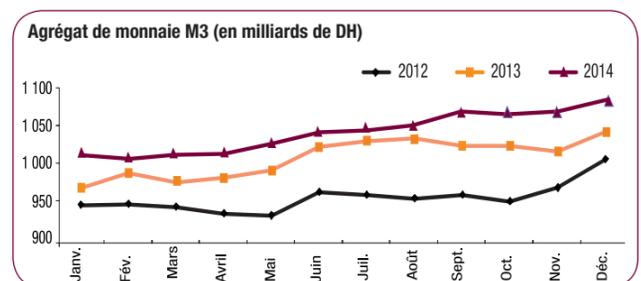


Monnaie

(En millions de dirhams)	2013 ^R	2014*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 023 166	1 090 867	6,6
Agrégats de placements liquides	412 707	475 878	15,3
Contreparties de la monnaie M3⁽¹⁾	1 023 166	1 090 867	6,6
Créances sur l'économie	859 099	896 096	4,3
Créances nettes sur l'administration centrale	149 281	143 959	-3,6
Réserves Internationales Nettes	150 267	180 754	20,3
Ressources à caractère non monétaire	157 490	166 324	5,6
Autres contreparties de M3	22 009	36 383	65,3

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrrib.



Marché de capitaux

	2013 ^R	2014*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	18 279	13 430	-26,5
Capitalisation boursière (en millions de DH)	451 113	484 448	7,4
Indice MASI	9 114,14	9 620,11	5,6
Indice MADEX	7 418,05	7 842,76	5,7
O.P.C.V.M.	5 Dec. 2014	2 Janv. 2015	VAR.%
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	384	384	0,0
	289 775	296 628	2,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Troisième trimestre 2014

Selon les comptes nationaux du troisième trimestre 2014, l'économie nationale a affiché une croissance de 2,9% au lieu de 4,1% durant le même trimestre de l'année 2013. Cette évolution résulte d'une hausse des activités non agricoles de 3,7% et de la baisse de l'activité agricole de 1,6%. En effet, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a enregistré un fléchissement de 1,3% en volume au cours du troisième trimestre de l'année 2014, au lieu de la forte croissance de 18,4% réalisée durant la même période en 2013. Cette évolution s'explique par une baisse de l'activité de l'agriculture de 1,6% au lieu d'une hausse de 18,7% une année auparavant et par une augmentation de celle de la pêche de 3,5% au lieu de 14,5%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire, en revanche, a réalisé une augmentation de 4,7% au lieu de 0,1% durant le troisième trimestre de l'année précédente. Cette amélioration est le résultat de l'accroissement des valeurs ajoutées des activités :

- de l'industrie d'extraction de 20,6% au lieu d'une baisse 2,9% ;
 - des industries de transformation de 3% au lieu d'une baisse 0,7% ;
 - de l'électricité et eau de 2,1% au lieu 1,7% ;
 - du bâtiment et travaux publics de 0,5% au lieu de 3,8%.
- Le secteur tertiaire, de son côté, a affiché une croissance de 3,2% au lieu de 2,1% le même trimestre de l'année 2013. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :
- les postes et télécommunications de 6,5% au lieu de 1,4% ;
 - les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 5,2% au lieu de 3,4% ;
 - le transport de 3,2% au lieu de 3,3% ;
 - les services rendus aux ménages et aux entreprises de 3,2% au lieu de 1,4% ;
 - les services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale de 2% au lieu de 1,7% ;
 - le commerce à 1,7% au lieu de 1% ;
 - les services financiers et assurances de 1,3% au lieu d'une baisse de 0,4% ;
 - les hôtels et restaurants de 0,5%, nettement en retrait par rapport à 3,2% un an auparavant.

Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 3,4% durant le troisième trimestre 2014 au lieu de 4,1% une année auparavant, dégageant ainsi un niveau général des prix en hausse de 0,5% au lieu d'une stagnation.

Quant aux emplois du PIB, la demande intérieure s'est accrue de 2,1% au troisième trimestre 2014 au lieu de 3,3% la même période de l'année 2013, portant sa contribution à 2,4 points à la croissance au lieu de 4,6 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 2,1% au lieu de 3,2%, la consommation finale des Administrations Publiques a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 3,4% et l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 1,6% au lieu de 3,5% la même période de l'année passée.

Les échanges extérieurs ont connu une amélioration au troisième trimestre 2013, grâce à l'augmentation des exportations de 2,8% au lieu de 3% et des importations de 0,9% au lieu de 3,2%. Leur contribution à la croissance est de 0,5 point au lieu d'une contribution négative de 0,5 point le même trimestre de l'année passée.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a connu une progression de 3,1% au lieu de 5,2% durant le troisième trimestre de l'année 2013 et l'épargne nationale a atteint 25,7% du PIB au lieu de 25,4%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

en millions de dhs	3 ^{ème} trim. 2013	3 ^{ème} trim. 2014	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	106 958	109 204	2,1
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	29 282	30 131	2,9
Formation brute de capital	54 410	55 254	1,6
Exportations de biens et services	55 246	56 777	2,8
Importations de biens et services	63 061	63 622	0,9

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

en millions de dhs	3 ^{ème} trim. 2013	3 ^{ème} trim. 2014	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	229 338	236 459	3,1
Epargne nationale brute	54 891	57 655	5,0

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trimestre 2013	3 ^{ème} trimestre 2014	Glissement annuel en %
Secteur agricole	29 255	28 797	-1,6
Secteur non agricole	128 293	133 060	3,7
Pêche	1 068	1 105	3,5
Industrie d'extraction	3 158	3 807	20,6
Industries de transformation	22 055	22 707	3,0
Electricité et eau	5 915	6 039	2,1
Bâtiment et travaux publics	8 325	8 363	0,5
Commerce	18 389	18 702	1,7
Hôtels et restaurants	3 113	3 130	0,5
Transports	8 822	9 105	3,2
Postes et télécommunications	15 234	16 225	6,5
Activités financières et assurances	9 132	9 254	1,3
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 573	19 165	3,2
Administration publique générale et sécurité sociale	14 016	14 296	2,0
Education, santé et action sociale	14 656	15 418	5,2
Branche fictive	-7 519	-7 474	-0,6
Impôts sur les produits nets des subventions	22 796	23 389	2,6
Produit intérieur brut en volume	179 745	184 898	2,9
PIB hors agriculture	150 387	155 810	3,6
Produit intérieur brut en valeur	216 512	223 948	3,4

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

